Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 45 (1995)

Heft: 3: Ältere Schweizergeschichte = Histoire de l'ancienne Confédération

Artikel: Tocqueville: démocratie, armée et guerre

Autor: Aguet, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-81137

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tocqueville: démocratie, armée et guerre

Jean-Pierre Aguet

Zusammenfassung

Nach der Abfassung des Werkes «De la Démocratie en Amérique» wandte sich Tocqueville 1838 der Problematik der Armeen demokratischer Gesellschaften und insbesondere der Frage zu, wie sich solche Armeen im Kriegsfall verhalten werden. Er verweist auf die Spannungsverhältnisse, die es gibt einerseits innerhalb der Armee zwischen dem Prinzip der allgemeinen Wehrpflicht und dem Faktum der Klassenunterschiede und andererseits zwischen der autoritär organisierten Armee und der demokratisch organisierten Gesellschaft. Wie können solche Armeen im Kriegsfall bestehen, und wie wirken sie sich auf die gesellschaftliche Entwicklung aus? Tocqueville warnt insbesondere vor der Gefahr, dass die immanente Tendenz der Zentralisierung und Militarisierung zur Errichtung eines modernen demokratischen Despotismus führen könnte.

Le propos de cet article est de chercher à répondre, vérification faite, à la question de savoir s'il y a lieu de faire à Alexis de Tocqueville une place, et laquelle, parmi les théoriciens de la guerre d'après la Révolution française. Dès maintenant, la réponse peut être indiquée qu'il s'agira de justifier: Tocqueville ne peut prétendre qu'à une place très mineure, encore qu'originale, si on le compare à des militaires de métier devenus théoriciens éminents comme Jomini ou Clausewitz. Ses thèses sur la guerre, formulées pour l'essentiel dans la partie de *De la Démocratie en Amérique* publiée en 1840[1], sont en effet celles d'un civil sans expérience militaire concrète,

* N.B. – Cet article constitue une version remaniée d'une communication présentée au colloque sur «l'esprit de conquête: guerre, sécurité, défense dans la réflexion de l'Europe moderne», organisé par Mme la professeure B. Fontana, à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, en juillet 1993.

1 On utilisera ici les deux récentes éditions critiques de *De la Démocratie en Amérique* (abrégé: DA (1835) ou (1840)): 1. «la première édition historico-critique» revue et augmenté par Eduardo Nolla, Paris, Vrin, 1990, 2 vol. (abrégé: N 1. ou N 2.); 2. *Œuvres,* tome II, Paris,

encore novice dans le champ politique, même s'il a déjà derrière lui une analyse remarquée de la démocratie américaine. Cependant, le fait que Tocqueville ait fait place aux questions militaires dans sa réflexion sur la démocratie mérite de retenir l'attention: arrivant presque au terme de son laborieux travail d'écriture, il a jugé indispensable d'aborder le problème singulier des relations, réciproques, entre armées démocratiques et sociétés démocratiques, problème qui n'a pu lui être suggéré par la situation américaine[2], mais bien par la situation française, d'une France encore marquée par les lourdes séquelles de la Révolution et de l'Empire et des guerres qui les accompagnèrent. Ce problème, il l'aborde dans une optique essentiellement politique sans la moindre intention de construire une théorie de la guerre: bien plutôt il juge nécessaire, après avoir évalué les risques de grandes révolutions dans les sociétés démocratiques, de mesurer aussi quels sont les risques et dérives qui peuvent résulter de la présence d'une force armée – qu'il juge inévitable – dans une société travaillée par l'égalisation des conditions et les passions qui lui sont liées, mais aussi d'examiner quels sont les limites et remèdes concevables à une telle situation, conflictuelle, dans toute démocratie.

Emergence du problème

De faire place dans sa recherche à une telle question, Tocqueville y a pensé très tôt. En effet, dans une liste de questions établie fin 1831[3] pour le livre qu'il entend écrire sur la démocratie américaine, figure une rubrique «administration militaire», où les thèmes envisagés indiquent une configuration du problème que l'on retrouvera, à quelques exceptions près, dans les textes que Tocqueville rédigera en 1838. Toutefois, au vu de la situation observée aux Etats-Unis, il n'eut pas l'occasion de faire place à la chose militaire dans la partie de *De la Démocratie en Amérique* publiée en 1835. Seuls deux passages s'y rapportent, l'un s'interrogeant, à propos du président Jackson, sur «l'incroyable influence qu'exerce la gloire militaire sur l'esprit du peuple» dans un pays «où l'on ne donne point de batailles»;

Gallimard, 1992 (Bibliothèque de la Pléiade, 385), édition publiée sous la direction d'André Jardin avec la collaboration de J.-Cl. Lamberti et de James T. Schleifer (abrégé: Pl. 2). Ces éditions publient nombre de notes préparatoires, fragments de brouillons et passages biffés dans le manuscrit; textes conservés avec le manuscrit de l'œuvre à la Beinecke Library de l'Université de Yale. Les citations de la correspondance renvoient sauf indication contraire aux tomes des *Œuvres complètes,* Paris, Gallimard (depuis 1951) (abrégé: O.C.).

2 «La fortune qui a fait des choses si particulières en faveur des habitants des Etats-Unis les a placés au milieu d'un désert où ils n'ont, pour ainsi dire, pas de voisins. Quelques milliers de soldats leur suffisent, mais ceci est américain et point démocratique» (DA (1840), 3e partie, chap. 22, Pl. 2, p. 783; N 2., p. 220).

3 Cf. «Liste de questions pour l'organisation d'un livre», dans Tocqueville, *Œuvres,* tome 1, Paris, Gallimard, 1991 (Bibliothèque de la Pléiade, 379) p. 340–351.

l'autre, sur la nécessité où pourraient se trouver les républiques américaines, au risque de «périr», de se doter d'une force armée – «qui, tout en restant soumise aux volontés de la majorité nationale, soit pourtant indépendante» – pour contrer les désordres qui pourraient éclater parmi «le peuple des villes»[4].

Dans la correspondance, dispersés, on trouve des indices qui montrent qu'en bon observateur politique, Tocqueville se montre sensible à toute donnée de caractère militaire susceptible d'infléchir le processus de démocratisation en cours. Ainsi, en 1836, ce commentaire au coup de force manqué du prince Louis Napoléon à Strasbourg mesure à chaud un tel risque[5]: «On prévoyait depuis longtemps que les plus grands périls allaient venir de l'armée, et, moi, je crois que non seulement les périls actuels, mais les périls à venir viendront de là... Je songe depuis longtemps à ce sujet», et de formuler la contradiction essentielle fondatrice du problème:

> «Il me semble que les mêmes raisons qui font qu'un peuple démocratique veut la paix et la tranquilité doit (*sic*) porter une armée démocratique à vouloir la guerre et le trouble. C'est le même désir d'améliorer son sort ressenti par tous à la fois et la même possibilité indéfinie d'y réussir qui portent les soldats d'un côté et les citoyens de l'autre. La cause est la même, les effets sont différents et cette cause de sa nature est permanente.»

Situant le problème dans une perspective autre que dans la *Démocratie* de 1835, une note de 1836 indique déjà quel est le risque majeur, fonction d'une telle tension:

> «Plus j'y réfléchis et plus je pense que c'est par les armées que les démocraties périront, que c'est le plus grand danger des temps modernes, la chance du despotisme démocratique pour l'avenir. Difficulté de diminuer une armée démocratique quand elle existe. Difficulté de ne pas avoir d'armée quand les voisins en ont. Presqu'impossible de ne pas être entraîné à la guerre ou à des séditions si armés... Il y a là de grandes vérités à mettre en relief.»[6]

Situation de la source principale

Les textes qui constituent la source principale de la présente étude[7], rédigés au début de 1838, publiés en 1840, appartiennent à un groupe de chapitres portant sur les «passions démocratiques» nées du développement de la démocratie – ou plutôt sur le risque d'extinction de ces passions; groupe de chapitres qui devaient, selon les plans primitifs, consti-

4 Cf. DA (1835), 2e partie, chap. 9 (Pl. 2, p. 319–320 et note p. 320; N 1., p. 216–217 et note p. 217).
5 Lettre de Tocqueville à Louis de Kergorlay, 10 novembre 1836 (O.C., tome XIII/1, p. 416–417).
6 N 2., p. 224, note m, datée du 24 septembre 1836.
7 DA (1840), 3e partie («Influence de la démocratie sur les mœurs proprement dites»), chap. 22 à 26 (Pl. 2, p. 782–805; N 2., p. 220–235).

tuer la conclusion de l'œuvre et qui, finalement, se sont trouvés, selon des plans revus et de par les thèmes traités, devenir l'explication d'un ensemble de notions qui préparent, annoncent les développements de la 4e partie de la *Démocratie* de 1840, qu'on sait principalement consacrée à l'étude des risques d'une centralisation croissante en démocratie, qui pourrait, en particulier, conduire à une forme moderne du despotisme: «Pour bien faire, il faut que ce chapitre s'emmanche bien avec ceux qui précèdent qui sont:
1. l'ambition où je montre le sentiment de l'ambition universel et petit.
2. Les Révolutions où je montre que les grandes révolutions seront rares.
3. L'Armée où je montre l'inquiétude et le mécontentement habituel des armées démocratiques».[8]

De ce groupe de chapitres, on sait que la rédaction fut difficile. Elle se situe, d'après les indications, rares, figurant soit dans la correspondance soit dans les notes préparatoires et les brouillons de l'œuvre, entre fin décembre 1837 et fin avril 1838. Tocqueville s'isole alors pour se remettre à écrire, à Baugy, près de Compiègne, résidence de son frère Edouard, après l'échec à l'élection législative de novembre 1837 et quelques semaines perdues à siéger comme juré aux assises. Du climat de ces quelques mois du travail acharné d'un «furieux»[9], d'un «véritable galérien»[10], il a témoigné dans ses lettres. Il considère que la solitude, si pesante qu'elle ait pu devenir à la longue, est le seul moyen de venir à bout de son livre, ce qui constitue alors sa seule préoccupation: «Quand je ne travaille point, je songe à mon travail. Voilà toute ma vie.»[11] Il travaille par à-coups, arrêté à plusieurs reprises par la fatigue ou s'interrompant pour des lectures: Plutarque et Machiavel qu'il cite, mais aussi Rabelais, le Coran, Cervantès, Fontenelle, Saint-Evremond – «tout cela est entré pêle mêle tant bien que mal dans ma tête»[12]. Sa recherche constante de la perfection le conduit à avouer qu'il n'est «jamais parfaitement content... et souvent désespéré»[13], «jamais en plein dans le but idéal»[14]. Difficulté singulière qui pourrait s'expliquer de par la méthode suivie: «Vous savez que mon habitude n'est pas de préparer d'avance mon sujet, mais d'arrêter seulement le cadre général et les idées principales et de suivre ensuite le cours de mes pensées vite et lentement suivant qu'il se ralentit ou se précipite»[15]; et de par son mode de réflexion: «Voilà la théorie générale [de l'ambition] qui se présente clairement à mon esprit, mais la réflexion me découvre des objections théoriques et pratiques qui me troublent et m'arrêtent, car je veux

8 Pl. 2, p. 1168, variante c à p. 806; une version légèrement différente dans N 2, p. 237, note a.
9 Lettre de Tocqueville à G. de Beaumont, 21 mars 1838 (O.C., tome VIII/1, p. 283).
10 Lettre de Tocqueville à F. de Corcelle, 19 mars 1838 (O.C., tome XV/1, p. 97).
11 Lettre de Tocqueville à P. P. Royer-Collard, février 1838 (O.C. tome XI, p. 57).
12 Lettre de Tocqueville à G. de Beaumont, 22 avril 1838 (O.C., tome VIII/1, p. 291) et à P. P. Royer-Collard, 6 avril 1838 (O.C., tome XI, p. 61).
13 Lettre de Tocqueville à F. de Corcelle, 19 mars 1838 (O.C., tome XV/1, p. 97).
14 Lettre de Tocqueville à G. de Beaumont, 13 janvier 1838 (O.C., tome VIII/1, p. 278).
15 Lettre de Tocqueville à H. Reeve, 2 mars 1838 (O.C., tome XI/1, p. 41).

tâcher de ne point arriver à des à-peu-près.»[16] Il reconnaît l'aide apportée par ses amis: ainsi Louis de Kergorlay qui le tire d'un «vrai cul-de-sac intellectuel» dans lequel il se trouvait *«embricaillé»*[17]. En avril 1838, alors qu'il achève ces chapitres, il tire une sorte de bilan:

> «J'ai beaucoup travaillé... et je continue avec ténacité... Je travaille souvent avec passion, mais bien rarement avec plaisir. Le sentiment d'imperfection de mon œuvre m'accable... Mon sujet est bien plus grand que moi... C'est une passion effrénée et déraisonnable pour la certitude... Tous ces sentiments... rendent mon travail agité, pénible, inégal, plein de retours fâcheux sur moi-même, d'exaltations momentanées et de refroidissements subits.»[18]

Origines de l'information

Au moment d'aborder proprement les chapitres «militaires», une question se pose qui reste en l'état pratiquement sans réponse autre qu'hypothétique: d'où Tocqueville a-t-il pu tirer son information, la matière de sa réflexion sur cet ordre de questions? Cela si l'on se rappelle qu'il n'a jamais porté les armes – si l'on excepte son service de garde national de Versailles en 1830 –, qu'il appartient à une famille où la tradition militaire n'a guère tenu de place, même s'il eut un frère et un cousin[19] qui entrèrent dans l'armée, mais tous deux démissionnaires après juillet 1830 alors qu'ils n'étaient qu'officiers subalternes; qu'il vécut dans une période qui ne connut pas de «grande guerre» en Europe, même si le souvenir des guerres révolutionnaires et impériales demeurait vivace, les seules opérations militaires françaises dont il fut le contemporain ayant été soit les interventions qu'on peut appeler de «contrepoids» dans l'équilibre des puissances d'après 1815, en Espagne, en Grèce et Belgique naissantes, en Italie, soit des opérations de caractère colonial, ainsi en Algérie. Cela aussi si l'on se rappelle – selon le témoignage certes tardif qu'il en donna – qu'en abordant un sujet, il se refusait à lire la littérature à son propos – «le contact des idées des autres m'agite et me trouble au point de me rendre douloureuse la lecture de ces ouvrages» – pour s'efforcer de trouver sa matière «dans les documents du temps». Suivait une «revue générale» des notions recueillies pour enfin se faire «la loi d'exposer les idées qui me sont spontanément venues dans ce long travail»[20]. De ce fait, on en est réduit à imaginer que Tocqueville recueillit sa matière dans les «documents du temps» – lesquels? – à quoi s'ajoutèrent les apports – aléatoires eux aussi, mais sans

16 Lettre de Tocqueville à Louis de Kergorlay, 2 février 1838 (O.C., tome XIII/2, p. 12).
17 Lettre de Tocqueville à G. de Beaumont, 13 janvier 1838 (O.C., tome VIII/1, p. 278).
18 Lettre de Tocqueville à P. P. Royer-Collard, 6 avril 1838 (O.C., tome XI, p. 59).
19 Hippolyte de Tocqueville et Louis de Kergorlay, ce dernier ayant passé par l'Ecole Polytechnique pour servir dans l'artillerie et participer au débarquement en Algérie de 1830, avant de démissionner.
20 Lettre de Tocqueville à P. Duvergier de Hauvanne, 1er septembre 1856 (O.C. [édition Beaumont], tome VI [1866], p. 332–333 [citée dans N 1., p. XXXVIII]).

doute importants – provenant des témoignages d'amis ou du fonds commun, au chapitre militaire, de son milieu et de son temps. Qu'on ne se représente donc pas Tocqueville lecteur de traités de stratégie ou de tactique écrits par des professionnels: il n'utilise pour ainsi dire jamais la terminologie propre au métier de ces derniers. De plus, il avoue, ce qui indique une limite non négligeable, dans une note de fin avril 1838: «L'objection qui se présente à tous ces chapitres c'est que je n'ai pas une compétence personnelle suffisante de la matière.»[21]

Construction du thème

En définitive, Tocqueville nous donne du problème guerre et démocratie une série d'images détaillées, complexes, vraisemblables, qui résultent du jeu combiné du traitement des données notées, de l'intuition, de la réflexion et des impératifs de l'écriture: «Tocqueville se laisse guider par l'exigence de son investigation. Il explore le tissu social dans son détail sans craindre de lui découvrir des propriétés contradictoires et cette investigation appelle l'anticipation sans que celle-ci prétende abolir l'indétermination de l'Histoire.»[22] Ainsi, il renvoie à des données connues, énonce des notions coïncidant avec la réalité selon un petit nombre de principes directeurs, mais apporte aussi des éléments qui apparaissent théoriques, comme en porte-à-faux, dans la mesure où il raisonne selon une échelle des temps, singulière – période des sociétés aristocratiques, période de démocratisation, de transition d'une durée indéterminée, qui peut conduire à une phase de démocratie authentique, elle-même ouverte sur un futur inconnu –, imaginant donc des situations encore à venir, possibles, hypothétiques et soumises à révision: ainsi l'évocation des risques et dérives du développement démocratique qui pourraient déboucher sur des formes de despotisme démocratique moderne.

Dans ce groupe de chapitres, les cinq touchant le domaine militaire[23] apparaissent traitant, à première vue, de questions séparées, différentes: l'étude qui suit vise à saisir leur cohérence et leur apport non négligeable à cette nouvelle science politique que Tocqueville jugeait indispensable au développement démocratique – «plus philosophie que science» – «faite pour enseigner le danger de la liberté, non pour l'écarter, mais pour le faire

21 N 2., p. 220, note d.

22 Claude Lefort, «Tocqueville: démocratie et art d'écrire», dans *Ecrire à l'épreuve du politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, p. 71–72.

23 DA (1840), 3e partie, chap. 22 (Pourquoi les peuples démocratiques désirent naturellement la paix et les armées démocratiques naturellement la guerre); chap. 23 (Quelle est, dans les armées démocratiques, la classe la plus guerrière et la plus révolutionnaire); chap. 24 (Ce qui rend les armées démocratiques plus faibles que les autres armées en entrant en campagne et plus redoutables quand la guerre se prolonge); chap. 25 (De la discipline dans les armées démocratiques); chap. 26 (Quelques considérations sur la guerre dans les sociétés démocratiques). Les citations faites renvoient respectivement à un de ces chapitres et au paragraphe de ce chapitre.

accepter et chercher dans le risque le moyen de conjurer les autres risques»[24].

Trois points seront successivement examinés – sans que soit suivi forcément l'ordre des chapitres à raison de leur mode de composition et l'usage de renvois dont Tocqueville est familier: 1. toute la mesure – question la plus importante – de la nature des armées démocratiques et des «classes» qui la composent; 2. le comportement de ces armées en guerre; 3. les types de guerre dans lesquelles de telles armées risquent d'être engagées.

1. Nature des armées démocratiques

1.1. Guerres: accidents inévitables, mais devenant rares

Le problème militaire, Tocqueville l'aborde en en posant les termes de deux façons différentes, qui aboutissent toutes deux à conclure que dans les temps démocratiques, les guerres deviendront rares et les paix longues, non sans avoir incidemment donné définition de la guerre non pour elle-même, mais dans ses effets généraux:

> «Je ne veux point médire de la guerre; la guerre agrandit presque toujours la pensée d'un peuple et lui élève le cœur. Il y a des cas où seule elle peut arrêter le développement excessif de certains penchants que fait naître naturellement l'égalité et où il faut la considérer comme nécessaire à certaines maladies invétérées auxquelles les sociétés démocratiques sont sujettes.»[25]

Dans une note préparatoire, on lit encore cette autre définition:

> «La guerre réunit beaucoup de volontés vers un même but; elle suggère des passions très énergiques et très nobles, elle crée l'enthousiasme, élève l'âme, suggère le dévouement. Sous ces rapports, la guerre entre dans l'hygiène d'un peuple démocratique qui, sans elle, pourrait s'aplatir indéfiniment.»[26]

Quant à la position du problème, Tocqueville la définit d'abord par référence à la thèse du chapitre précédent: il y a soutenu que par le jeu même de l'égalisation des conditions dans les sociétés démocratiques, les grandes révolutions y «deviendront rares», qu'elles soient politiques ou intellectuelles – au risque même que ces sociétés deviennent «plus stationnaires... que... jamais dans notre Occident», ce qui pourrait ouvrir la voie à une dérive critique pour la démocratie. Il va soutenir donc parallèlement la thèse selon laquelle les guerres deviendront rares de par l'effet des mêmes causes: «Les mêmes intérêts, les mêmes craintes, les mêmes passions qui écartent les peuples démocratiques des révolutions les éloignent de la guerre»[27], suite à l'affaiblissement de tout esprit militaire,

24 Claude Lefort, «Réversibilité: liberté politique et liberté de l'individu», dans *Ecrits sur le politique (XIXe–XXe siècles),* Paris, Seuil, 1986, p. 203.
25 DA (1840), 3e partie, 22/30.
26 N 2., p. 224, note j.
27 DA (1840), 3e partie, 22/1.

connexe à celui de l'esprit révolutionnaire, de par «le nombre toujours croissant des propriétaires amis de la paix, le développement de la richesse mobilière, que la guerre dévore si rapidement, cette mansuétude de mœurs, cette mollesse du cœur, cette froideur de raison qui rend peu sensible aux poétiques et violentes émotions qui naissent parmi les armes»[28]. Tocqueville ajoute à ces causes générales une cause circonstancielle: «la lassitude extrême que les guerres de la Révolution et de l'Empire ont laissée»[29]. Mais, s'il y a ainsi développement de la démocratie qui tendra à orienter la société civile vers la recherche de la paix, demeure le fait que «la guerre... est un accident auquel tous les peuples sont sujets, les peuples démocratiques aussi bien que les autres», avec ce corollaire inévitable: «Quel que soit le goût que ces nations aient pour la paix, il faut bien qu'elles se tiennent prêtes à repousser la guerre, ou, en d'autres termes, qu'elles aient une armée»[30]. Ainsi, tension entre deux facteurs: d'un côté, «les passions guerrières deviennent plus rares et moins vives à mesure que les conditions seront plus égales»[31]; de l'autre, «l'obligation d'entretenir des armées», susceptibles, pour tout peuple démocratique, d'exercer «toujours une très grande influence sur son sort»[32].

1.2. Vers un modèle unique d'armée

Seconde position du problème: guerres devenant rares, paix longues, parce qu'avec le développement du «principe de l'égalité... en même temps chez plusieurs peuples voisins, ainsi que cela se voit de nos jours en Europe»[33], ceux-ci «ne deviennent pas seulement semblables sur quelques points», mais «finissent par se ressembler sur presque tous»[34], au point «qu'ils redoutent également la guerre et conçoivent tous pour la paix un même amour»[35]. Ce processus d'assimilation entraîne que «leurs intérêts se mêlent et s'enchevêtrent de telle sorte qu'aucune nation ne peut infliger aux autres des maux qui ne retombent pas sur elle-même», la guerre étant considérée comme «une calamité presque aussi grande pour le vainqueur que pour le vaincu»[36]. De ce fait, les guerres se feront «plus rares» avec toutefois ce risque majeur que «lorsqu'elles naissent, elles ont un champ plus vaste» donnant lieu à une conflagration générale entre peuples démocratiques, parce que «les intérêts de tous sont si enlacés, leurs opinions et leurs besoins si semblables, qu'aucun ne saurait se tenir en repos quand les autres s'agitent», et qu'il «est presque impossible que deux d'entre eux se

28 DA (1840), 3e partie, 22/2.
29 Pl. 2, p. 880, note; N 2., p. 231, note.
30 DA (1840), 3e partie, 22/4.
31 DA (1840), 3e partie, 22/3.
32 DA (1840), 3e partie, 22/6.
33 DA (1840), 3e partie, 26/1.
34 DA (1840), 3e partie, 26/4.
35 DA (1840), 3e partie, 26/1.
36 DA (1840), 3e partie, 26/2.

fassent isolément la guerre»[37]. La conséquence de cette situation est que les nations démocratiques seront non seulement contraintes à se constituer une force armée, mais à la constituer sur un modèle unique, celui d'une armée aussi nombreuse que le permet le chiffre de la population du pays[38], «la raison déterminante de la victoire étant le nombre»[39].

Le problème ainsi posé, Tocqueville juge nécessaire de «rechercher quels sont les instincts naturels de ceux qui... composent» cette armée, non sans s'interroger au préalable sur les conditions dans lesquelles celle-ci est formée.

Première modalité logique: constituer une armée selon ce modèle unique des temps démocratiques à la différence d'avec les temps aristocratiques où dominait les champs de bataille «une espèce de troupes supérieure à toutes les autres comme l'infanterie suisse ou la chevalerie française du XVIe siècle»[40], temps où l'on ne jugeait pas nécessaire de lever de très grandes armées, facteur qui ne joue plus «quand tous les soldats se valent»[41], avec, donc, cette conséquence que, «dans les siècles d'égalité, les armées semblent croître à mesure que l'esprit militaire s'éteint»[42].

Deuxième modalité: le mode de recrutement de cette armée. Parce que le jeu des mœurs démocratiques entraîne que la carrière militaire n'est que peu estimée, en particulier par l'élite du pays – fait sur lequel Tocqueville insistera à plusieurs reprises –, le «recrutement volontaire» est remplacé par l'«enrôlement forcé»[43], dont, en principe, «la charge s'en partage indistinctement et également sur tous les citoyens». Ce système de «service militaire forcé» s'accorde avec la dynamique même du système démocratique et sera appliqué à l'avenir dans toutes les démocraties dans lesquelles «le gouvernement... peut à peu près ce qu'il veut, pourvu qu'il s'adresse à tout le monde à la fois»[44]: «Quand tous les hommes sont semblables, ils sont tous faibles. Le pouvoir social est naturellement beaucoup plus fort chez les peuples démocratiques que partout ailleurs. Ces peuples, en même temps qu'ils sentent le désir d'appeler toute la population virile sous les armes, ont donc la faculté de l'y réunir»[45].

S'y ajoute un élément de situation que Tocqueville juge constant, à savoir que l'armée se trouvera toujours, socialement parlant, en position inférieure par rapport à la société démocratique, parce que la carrière des armes a cessé d'être honorée – «on ne se livre à l'ambition militaire que quand nulle autre n'est permise». Cette situation résulte pour une bonne

37 DA (1840), 3e partie, 26/3.
38 En France, les lois successives sur le recrutement fixaient un plafond aux effectifs globaux de l'armée – qui ne sont ainsi pas proportionnels à l'importance de la population.
39 DA (1840), 3e partie, 26/7.
40 «Chevalerie française du XVIe siècle»: erreur ou anachronisme?
41 DA (1840), 3e partie, 26/8.
42 DA (1840), 3e partie, 26/9.
43 DA (1840), 3e partie, 23/3.
44 DA (1840), 3e partie, 23/4.
45 DA (1840), 3e partie, 26/9.

part d'un «cercle vicieux d'où l'on a de la peine à sortir»: «l'élite de la nation évite la carrière militaire parce que cette carrière n'est pas honorée; et elle n'est point honorée parce que l'élite de la nation n'y entre plus»[46]. De ce fait, «l'armée, dans son ensemble, finit par faire une petite nation à part, où l'intelligence est moins étendue et les habitudes plus grossières que dans la grande. Or, cette petite nation incivilisée possède les armes, et seule elle sait s'en servir»[47], «petite société fort étroitement liée et très vivace... en état de se suffire quelque temps à elle-même»[48].

Cette première série de données sur l'armée démocratique montre déjà que Tocqueville entend en rester aux termes d'une théorie générale, si l'on songe aux pratiques de l'organisation et en particulier du recrutement en France de son temps – effectifs globaux de l'armée plafonnés, donc non proportionnels à la population du pays, contingent annuel fixé selon les besoins et appelé selon une formule de «recrutement forcé», mais contingent effectivement levé suite à un tirage au sort des appelés, le remplacement onéreux étant possible pour les tirés au sort[49]. Seules, les grandes lignes sont imaginées: la nécessité du nombre, la formule de recrutement et la situation sociale d'infériorité lourde de tensions dans la société démocratique.

1.3. Dynamique interne de l'armée démocratique

Plus avant, Tocqueville s'interroge sur la dynamique même d'une armée de ce type qui va entraîner le jeu des «instincts naturels de ceux qui la composent». Le principe en est simple: «Tous les soldats peuvent devenir officiers, ce qui généralise le désir d'avancement et étend les limites de l'ambition militaire presque à l'infini»[50]. Tout officier, en fonction de cette même logique, peut prétendre accéder au grade supérieur: «L'officier ne voit rien qui l'arrête naturellement et forcément à une grade plutôt qu'à un autre», étant donné que «chaque grade a un prix immense à ses yeux, parce que son rang dans la société dépend presque toujours de son rang dans l'armée»[51,52]. Ainsi, puisque «la même agitation d'esprit qui règne parmi

46 DA (1840), 3e partie, 22/21.
47 DA (1840), 3e partie, 22/25.
48 DA (1840), 3e partie, 26/27.
49 Le recrutement de l'armée française fut régi successivement par la loi Gouvion Saint-Cyr de 1818 et la loi Soult de 1832. Dans cette période du XIXe siècle, la masse des soldats comprend, outre de rares volontaires, des conscrits qui n'ont pu échapper au tirage au sort et des remplaçants.
50 DA (1840), 3e partie, 22/12.
51 DA (1840), 3e partie, 26/13.
52 Nouvelle preuve que Tocqueville entend en rester au niveau d'une théorie générale, en ne se préoccupant ni du mode de sélection des officiers français à partir du rang, mais aussi au sortir d'écoles militaires spéciales, ni des détails du tableau d'avancement, ni encore de la formation requise pour acquérir les compétences nécessaires à l'exercice du métier des armes à un grade particulier. Voir W. Serman, *Les Origines des officiers français. 1848–1870.* Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, 406 p. (première partie d'une thèse de doctorat d'Etat soutenue en 1976),

les citoyens d'une démocratie se fait voir dans l'armée» et que «ce qu'on y veut, ce n'est pas gagner un certain grade, mais avancer toujours»[53], «au sein de l'armée, le désir d'avancer est presque universel... ardent, tenace, continuel... s'accroît de tous les autres désirs et ne s'éteint qu'avec la vie»[54]. Seul, le jeu de l'avancement des officiers retient en fait l'attention de Tocqueville: l'officier qui, «souvent,... n'a de bien que sa paye[55] et ne peut attendre de considération que de ses honneurs militaires; toutes les fois qu'il change de fonctions, il change... de fortune, et... est en quelque sorte un autre homme». Pouvoir monter en grade constitue donc pour l'officier «le principal, le tout, l'existence même»[56], avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

Cependant, en temps de paix au moins, cet avancement se trouve ralenti parce qu'il est commandé en fonction de l'ancienneté, «droit... qui est le seul privilège naturel de la démocratie»[57], alors que le nombre des grades est «naturellement limité, le nombre des concurrents presque innombrable et la loi inflexible de l'égalité pesant sur tous»[58]. Comme Tocqueville l'avait noté ailleurs:

> «à mesure donc que les hommes deviennent plus semblables et que le principe de l'égalité pénètre plus paisiblement et plus profondément dans les institutions et dans les mœurs les règles de l'avancement deviennent plus inflexibles, l'avancement plus lent, la difficulté de parvenir à un certain degré de grandeur s'accroît»[59].

Du fait que «le besoin d'avancer... est plus grand et la facilité d'avancer moindre qu'ailleurs»[60] va résulter ce qui, dans l'image que donne Tocqueville, constitue le risque majeur venant d'une armée démocratique, à savoir le désir de rechercher sinon de provoquer des conditions qui permettent l'accélération de cette capacité d'avancer au prix d'un dérèglement du jeu; en d'autres termes, «tous les ambitieux que contient une armée démocratique souhaitent donc la guerre avec véhémence, parce que la guerre vide les places et permet enfin de violer ce droit à l'ancienneté»[61]: «l'égalité permet à tous l'ambition et la mort se charge de fournir à toutes les ambitions des chances»[62]. D'où l'état d'esprit attribué par Tocqueville

qui confirme sur plusieurs points les thèses de Tocqueville, montrant en particulier dans la définition du statut des officiers que les considérations sociales l'emportent sur celles patriotiques ou techniques après 1815 et avant que ne se réalise une progressive démocratisation du corps des officiers.

53 DA (1840), 3e partie, 22/39.
54 DA (1840), 3e partie, 22/16.
55 Paye: pourquoi ce terme civil et non solde?
56 DA (1840), 3e partie, 22/14.
57 DA (1840), 3e partie, 22/17.
58 DA (1840), 3e partie, 22/16.
59 DA (1840), 3e partie, chap. 19 (Pourquoi on trouve aux Etats-Unis tant d'ambitieux et si peu de grandes ambitions). Pl. 2, p. 762; N 2., p. 206.
60 DA (1840), 3e partie, 22/16.
61 DA (1840), 3e partie, 22/17.
62 DA (1840), 3e partie, 24/23.

aux armées démocratiques qui «se montrent souvent inquiètes, grondantes et mal satisfaites de leur sort»[63], «l'humeur pacifique des citoyens,... l'amour excessif de tous les citoyens pour la tranquilité» pouvant alors jouer comme un excitant sur «l'esprit militaire et turbulent de l'armée», mettant «chaque jour la constitution à la merci des soldats»[64]. En d'autres termes, «le soldat se sent dans une position inférieure, et son orgueil blessé achève de lui donner le goût de la guerre, qui le rend nécessaire, ou l'amour des révolutions, durant lesquelles il espère conquérir, les armes à la main, l'influence politique et la considération individuelle qu'on lui conteste»[65]. Ce risque d'aller à la guerre ou à la révolution – qui peut être militaire – se trouve encore aggravé par le fait – et là Tocqueville utilise un terme qui pourra surprendre – que «les armées sont conduites en général par des prolétaires» qui, pour la plupart, «ont peu à perdre dans les troubles civils» face à «presque tous les citoyens [qui] ont des propriétés à conserver»[66].

1.4. «Instincts naturels» des «classes» de l'armée démocratique

Cette tension fondamentale ainsi située dans ses principes et ses éléments, reste à répondre à la question de savoir «quelle est, dans les armées démocratiques, la classe la plus guerrière et la plus révolutionnaire»[67], ce qui revient à examiner comment jouent, dans ce contexte, les «instincts naturels» des «classes» de l'armée, en fonction des différences d'état entre les soldats du rang et les officiers et sous-officiers, soldats de carrière.

Selon l'image qu'en donne Tocqueville, le soldat du rang, citoyen recruté, «ne reste qu'un petit nombre d'années sous les drapeaux»[68, 69], de ce fait n'est «qu'en passant dans l'armée»[70] à l'opposé des soldats de métier des armées aristocratiques. Si certains de ces soldats «s'attachent à la vie militaire», la grande majorité des citoyens-soldats, «passant dans l'armée», conserve un comportement de civils:

> «Amenés ainsi malgré eux sous le drapeau et toujours prêts à retourner dans leurs foyers, [ils] ne se considèrent pas comme sérieusement engagés dans la carrière militaire et ne songent qu'à en sortir. Ceux-ci ne contractent pas les besoins et ne partagent jamais qu'à moitié les passions que cette carrière fait

63 DA (1840), 3e partie, 22/22.
64 DA (1840), 3e partie, 22/26.
65 DA (1840), 3e partie, 22/22.
66 DA (1840), 3e partie, 22/24.
67 DA (1840), 3e partie, 23: titre.
68 DA (1840), 3e partie, 23/5.
69 «... Qu'un petit nombre d'années sous les drapeaux»: les lois de 1818 et 1832 prévoyaient légalement des durées de 5 à 8 ans selon les moments d'un service qui fut effectivement de 4 à 5 ans, entraînant selon tous les observateurs contre Tocqueville une relative professionnalisation militaire, donc une prise de distance d'avec la vie civile: «Substituer un soldat de profession à un citoyen que l'on avait au préalable déraciné» (Monteilhet, *Les Institutions militaires de la France,* Paris, 1932, p. 9).
70 DA (1840), 3e partie, 23/6.

naître... Ils ne prennent donc pas l'esprit de l'armée; ils apportent plutôt au sein de l'armée l'esprit de la société et l'y conservent. Chez les peuples démocratiques ce sont les simples soldats qui restent le plus citoyens.»[71]

Ainsi les citoyens-soldats constituent comme un «élément conservateur»[72] parce qu'ils ne donnent pas dans les passions guerrières: «Ils se plient à leurs devoirs militaires, mais leur âme reste attachée aux intérêts et aux désirs qui les remplissaient dans la vie civile. Ils ne prennent donc pas l'esprit de l'armée»[73] – à l'opposé des deux autres «classes» qui, chacune pour des raisons qui tiennent à sa condition, manifestent une tendance inverse.

Ainsi l'officier manifestera, selon la situation acquise dans l'armée, deux attitudes contraires qui peuvent être successivement observables, toutes deux liées au rythme de la mobilité de son avancement. Par rapport à la société civile, l'officier se trouve en situation de rupture: «Il en sort pour toujours et n'a aucun intérêt à y rentrer. Sa véritable patrie, c'est l'armée, puisqu'il n'est rien que par le rang qu'il y occupe; il suit donc la fortune de l'armée, grandit ou s'abaisse avec elle.» Dès lors, «il peut se faire qu'il désire ardemment la guerre ou travaille à une révolution, au moment même où la nation aspire le plus à la stabilité et à la paix»[74]. Toutefois, avec le temps et en fonction de l'avancement acquis, donc de l'ascension sociale réalisée, il peut se faire que l'officier se résigne:

«L'homme qui, sorti des classes secondaires de la nation, est parvenu, à travers les rangs inférieurs de l'armée jusqu'au grade d'officier, a déjà fait un pas immense. Il a pris pied dans une sphère supérieure à celle qu'il occupait au sein de la société civile, et il a acquis des droits que la plupart des nations démocratiques considèrent toujours comme inaliénables[75]. Il s'arrête volontiers après ce grand effort et songe à jouir de sa conquête.»[76]

Comme Tocqueville le note ailleurs, nombre d'officiers «proportionnent enfin leurs goûts et leurs désirs à la médiocrité de leur sort, finissent par considérer l'état militaire sous un aspect civil. ... Sur l'assurance de cette petite fortune, ils fondent toute l'image de leur avenir et ils ne demandent qu'à pouvoir en jouir paisiblement»[77]. De ce comportement de résignation à une attitude conservatrice, il n'y a qu'un pas: «Ce qui tend... à donner à l'officier des instincts conservateurs, ce sont les instincts révolutionnaires de ceux qui sont placés immédiatement après et qui convoitent leur

71 DA (1840), 3e partie, 23/7.
72 DA (1840), 3e partie, 23/8.
73 DA (1840), 3e partie, 23/7.
74 DA (1840), 3e partie, 23/10.
75 Dans une note se trouve ce qu'on pourrait considérer comme l'allusion la plus précise à une notion de la législation militaire française du temps sur le statut des officiers, à savoir la loi du 19 mai 1834 sur cet objet: «Moins l'officier vaut par lui-même, plus le grade a comparativement de prix et plus le législateur trouve juste et nécessaire d'en assurer la jouissance» (Pl. 2, p. 791, note; N 2., p. 226, note).
76 DA (1840), 3e partie, 23/11.
77 DA (1840), 3e partie, 24/13.

place»[78]. Ce comportement résigné sinon conservateur, Tocqueville le suppose présent surtout au niveau des cadres supérieurs de l'armée: «Si je ne me trompe, la partie la moins guerrière comme la moins révolutionnaire d'une armée démocratique sera toujours la tête»[79]. Ainsi une carrière d'officier peut avoir un profil comparable à celles d'ambitieux de la société civile. Il reste toutefois cette difficulté que le commandement appelé à conduire l'armée en guerre risque fort d'être peu combatif.

Restent les sous-officiers, «classe nombreuse» tributaire de sa «place intermédiaire»[80], qui «n'avait point encore paru dans l'histoire» et que Tocqueville voit «appelée désormais... à y jouer un rôle»[81]. Le sous-officier est dans la même situation que l'officier vis-à-vis de la société civile: il a aussi choisi de faire carrière dans l'armée et est animé par la même ambition d'avancer, mais sans avoir «encore atteint... un point élevé et solide où il lui soit loisible de s'arrêter et de respirer à son aise, en attendant qu'il puisse monter plus haut»[82], ce qui explique son «existence obscure, étroite, malaisée et précaire», ne comportant de la vie militaire que les «périls» et les «privations et l'obéissance, plus difficiles à supporter que les périls». Il sait que la «constitution de la société et celle de l'armée lui permettent de s'affranchir» en devenant officier – «cet objet de son espérance... immense qu'il n'est jamais sûr d'atteindre» – mais aussi que «son grade n'a rien d'irrévocable», car «il est livré chaque jour tout entier à l'arbitraire de ses chefs», avec le risque de perdre le peu qu'il a pu acquérir. Il est ainsi mu par une «ambition désespérée», et, «ainsi aiguillonné sans cesse par sa jeunesse, ses besoins, ses passions, l'esprit de son temps, ses espérances et ses craintes»[83]. Il «veut donc la guerre... toujours et à tout prix, et, si on lui refuse la guerre,... désire les révolutions qui suspendent l'autorité des règles au milieu desquelles il espère, à la faveur de la confusion et des passions politiques, chasser son officier et en prendre la place», ce que peut lui faciliter la «grande influence» qu'il peut exercer «sur les soldats par la communauté d'origine et d'habitudes, bien qu'il en diffère beaucoup par les passions et les désirs»[84].

Toutes ces dispositions contraires, Tocqueville estime qu'elles «se feront voir à toutes les époques et chez toutes les nations démocratiques»[85] entraînant un déséquilibre dans l'armée: «Ce sera toujours le sous-officier qui représentera le moins l'esprit pacifique et régulier du pays et le soldat qui le représentera le mieux»[86].

78 Pl. 2, p. 1164, variante a à p. 792.
79 DA (1840), 3e partie, 23/11.
80 DA (1840), 3e partie, 23/12.
81 DA (1840), 3e partie, 23/13.
82 DA (1840), 3e partie, 23/14.
83 DA (1840), 3e partie, 23/15.
84 DA (1840), 3e partie, 23/16.
85 DA (1840), 3e partie, 23/17.
86 DA (1840), 3e partie, 23/18.

1.5. Comment pallier les risques présentés par l'armée démocratique?

Le risque ainsi mesuré, Tocqueville examine la question des remèdes possibles. Le premier est à la fois logique et paradoxal: «Lorsqu'une nation se sent intérieurement travaillée par l'ambition inquiète de son armée, la première pensée qui se présente c'est de donner à cette ambition incommode la guerre pour objet»[87]. L'efficacité de cette solution est donc toute relative: du côté de l'armée, la guerre «ne fait que suspendre» le péril qui réapparaît «plus terrible après elle, car l'armée souffre bien plus impatiemment la paix après avoir goûté de la guerre»[88]; du côté de la société civile, la guerre entraîne deux inconvénients majeurs: d'une part, la guerre «gêne et souvent désespère cette foule innombrable de citoyens dont les petites passions ont, tous les jours, besoin de la paix pour se satisfaire»[89], ce qui peut générer un risque supplémentaire de désordre; d'autre part, si la guerre dure, elle met «dans un pays démocratique... en grand hasard la liberté», non en raison d'une prise de pouvoir par des «généraux vainqueurs» – «à la manière de Sylla et de César»[90] – mais essentiellement parce qu'elle «ne peut manquer d'accroître immensément, chez ces peuples, les attributions du gouvernement civil; elle centralise presque forcément dans les mains de celui-ci la direction de tous les hommes et l'usage de toutes les choses». Donc solution dans tous les cas dangereuse parce qu'elle conduit au despotisme, non «pas tout à coup... par la violence», mais «doucement par les habitudes»[91]. A ce risque, Tocqueville voit une seule exception – ironique (?): «La guerre serait un remède pour un peuple qui voudrait toujours la gloire»[92].

Tocqueville complète sa critique avec deux observations: l'une pour ainsi dire aporétique: «Il y a deux choses qu'un peuple démocratique aura toujours beaucoup de peine à faire: commencer une guerre et la finir»[93]; l'autre qu'il nomme non sans ironie «le premier axiome de la science»: «Tous ceux qui cherchent à détruire la liberté dans le sein d'une nation démocratique doivent savoir que le plus sûr et le plus court moyen d'y parvenir est la guerre»[94]. De plus, à côté du risque de guerre étrangère, Tocqueville place celui de révolution militaire d'où cette consigne impérieuse: «Il faut que l'attention des hommes d'Etat[95] s'applique sans relâche à y trouver un remède»[96].

Deuxième remède logique et non moins paradoxal: «Accroître le

87 DA (1840), 3e partie, 22/29.
88 DA (1840), 3e partie, 22/31.
89 DA (1840), 3e partie, 23/34.
90 Dans son brouillon, Tocqueville avait ajouté Bonaparte (N 2., p. 223, note h).
91 DA (1840), 3e partie, 22/35.
92 DA (1840), 3e partie, 22/31.
93 DA (1840), 3e partie, 22/32.
94 DA (1840), 3e partie, 22/36.
95 Variante biffée «... de bons citoyens» (N 2., p. 223).
96 DA (1840), 3e partie, 22/28.

nombre de places à donner, en augmentant l'armée»[97]. Solution non moins dangereuse qui ne fait elle aussi que déplacer le problème dans le temps «parce que le nombre des ambitieux s'y accroît toujours exactement dans le même rapport que l'armée elle-même», sans pallier la turbulence menaçante, mais en la ravivant. Un peuple démocratique qui augmente son armée «ne fait donc qu'adoucir, pour un moment, l'ambition des gens de guerre; mais bientôt elle revient plus redoutable parce que ceux qui la ressentent sont plus nombreux»[98].

Solutions donc inopérantes qui conduisent Tocqueville à une conclusion, elle aussi aporétique: «Je pense, pour ma part, qu'un esprit inquiet et turbulent est un mal inhérent à la constitution même des armées démocratiques, et qu'on doit renoncer à le guérir», au moins par un moyen militaire. D'où un autre conseil précis s'adressant particulièrement aux «législateurs des démocraties»: la solution n'est pas à chercher du côté d'une «organisation militaire qui ait par elle-même la foce de calmer et de contenir les gens de guerre»[99], solution qui de plus serait de caractère répressif avec une tendance «à diminuer... l'esprit de liberté civile et à... obscurcir l'idée du droit et des droits» dans la nation, favorisant, au bout du compte, «l'établissement de la tyrannie militaire»[100].

Resterait pourtant un dernier remède «militaire», suggéré, là aussi, ironiquement: «Le moyen le plus efficace de diminuer ce péril sera de réduire l'armée»; cependant, ajoute Tocqueville, «c'est un remède dont il n'est pas donné à tous les peuples de pouvoir user»[101].

1.6. Une solution civile

Seule, une solution à chercher du côté civil peut se montrer efficace, qui a déjà été annoncée incidemment: «C'est par les soldats qu'on peut surtout se flatter de faire pénétrer dans une armée démocratique l'amour de la liberté et le respect des droits qu'on a su inspirer au peuple lui-même»[102], avec toutefois cette réserve: «Le soldat apportera dans la carrière militaire la force ou la faiblesse des mœurs nationales; il y fera voir l'image fidèle de la nation; Si elle est ignorante et faible, il se laissera entraîner au désordre par ses chefs, à son insu ou malgré lui. Si elle est éclairée et énergique, il les retiendra lui-même dans l'ordre»[103]. La solution consiste donc dans le renforcement, toujours soumis à risque, du caractère authentiquement démocratique de la société, au prix d'une éducation à la liberté clairement définie. Tout peuple démocratique craignant

97 DA (1840), 3e partie, 22/37.
98 DA (1840), 3e partie, 22/39.
99 DA (1840), 3e partie, 22/40.
100 DA (1840), 3e partie, 22/43.
101 DA (1840), 3e partie, 22/44.
102 DA (1840), 3e partie, 23/7.
103 DA (1840), 3e partie, 23/18.

«naturellement le trouble et le despotisme, il s'agit... de faire de ces instincts des goûts réfléchis, intelligents et stables... L'esprit général de la nation, pénétrant dans l'esprit particulier de l'armée, tempère les opinions et les désirs que l'état militaire fait naître ou, par la force toute puissante de l'opinion publique, il les comprime. Ayez des citoyens éclairés, réglés, fermes et libres, et vous aurez des soldats disciplinés et obéissants»[104].

Sur ce point de la discipline dans les armées démocratiques, Tocqueville renouvelle cette conviction en contrant l'opinion selon laquelle «la grande égalité au sein des démocraties y rend à la longue le soldat indépendant de l'officier, et y détruit le lien de la discipline»[105]. Dans un chapitre antérieur[106], Tocqueville avait donné une première explication:

«Dans nos armées, le soldat est pris dans les mêmes classes que les officiers et peut parvenir aux mêmes emplois; hors des rangs, il se considère comme parfaitement égal à ses chefs, et il l'est en effet; mais sous le drapeau il ne fait nulle difficulté d'obéir, et son obéissance, pour être volontaire et définie, n'est pas moins prompte, nette et facile.»

Ainsi, à la discipline des armées aristocratiques, exigeant une «obéissance aveugle, minutieuse, résignée et toujours égale[107]» d'un soldat qui «n'est plus un homme, mais... est encore un animal très redoutable dressé à la guerre[108]» s'oppose une discipline qui «ne doit pas essayer d'anéantir le libre essor des âmes», mais «ne peut aspirer qu'à le diriger»; discipline donc enracinée «dans la volonté même de celui qui obéit», s'appuyant non «seulement sur son instinct, mais sur sa raison: aussi se resserre-t-elle souvent d'elle-même à proportion que le péril la rend nécessaire»: «Devant l'ennemi, parce que chaque soldat voit alors très clairement qu'il faut se taire et obéir pour pouvoir vaincre»[109]. Tocqueville avait ajouté dans son brouillon: «Si l'on veut consulter l'histoire on verra que toutes les armées qui ont fait les plus grandes choses dans le monde, même celles des peuples aristocratiques, étaient organisées démocratiquement»[110]. Cependant il affaiblit la valeur de son assertion en ne retenant que des exemples d'armées de l'antiquité – Alexandre... Rome... – seules dignes apparemment de servir de modèles.

Dans un passage du manuscrit qu'il biffa, Tocqueville a alors noté: «la guerre exerce une si prodigieuse influence sur le sort de tous les peuples, qu'on me pardonnera, j'espère, de ne point abandonner le sujet qui en traite sans chercher à l'épuiser»[111]. C'est pourquoi il prolonge son analyse en abordant deux questions corollaires: comment une telle armée démo-

104 DA (1840), 3e partie, 22/42.
105 DA (1840), 3e partie, 25/1.
106 DA (1840), 3e partie, chap. 5 (Comment la démocratie modifie les rapports du serviteur et du maître). Pl. 2, p. 696; N 2., p. 157.
107 DA (1840), 3e partie, 25/4.
108 DA (1840), 3e partie, 25/3.
109 DA (1840), 3e partie, 25/4.
110 Pl. 2, p. 1165, variante d à p. 788.
111 N 2., p. 231: texte biffé au début du chap. 26.

cratique se comportera-t-elle en temps de guerre, si l'on sait déjà que tout peuple démocratique aura peine à commencer une guerre et à la finir? Dans quels types de guerre une telle armée pourra-t-elle se trouver engagée, donc quelle stratégie prévoir?

2. L'armée démocratique en guerre

2.1. Risque d'une défaite initiale

Sur le comportement – à imaginer – de l'armée démocratique en guerre, Tocqueville formule deux propositions qui lui sont applicables: «Toute armée qui entre en campagne après une longue paix risque d'être vaincue; toute armée qui a longtemps fait la guerre a de grandes chances de vaincre»[112]. De la première de ces propositions, Tocqueville donne comme explication principale le fait que par l'avancement ralenti de par le jeu de l'ancienneté, se produit un affaiblissement, voire un vieillissement, avant tout moral, du corps des officiers qui ont pris à la longue «des habitudes de corps et d'esprit qui les rendent peu propres à la guerre», prises «au milieu de l'atmosphère paisible et tiède des mœurs démocratiques» qui font perdre la pratique des «rudes travaux» et des «austères devoirs que la guerre impose»[113]. Joue aussi dans le même sens le fait que l'officier n'étant «quelque chose dans le pays que par sa position militaire» prolonge sa carrière dans l'armée le plus longtemps possible: «Il ne se retire et n'est exclu de l'armée qu'aux limites extrême de la vie»[114]. De plus, «lorsque les officiers d'une armée n'ont plus l'amour de la guerre et l'ambition militaire, il ne reste rien»[115]. Ainsi la conséquence d'une longue paix est que l'armée se remplit de cadres vieux par l'âge et «donne souvent des instincts de vieillards à ceux-mêmes qui y sont encore dans la vigueur de l'âge»[116]. A quoi peut s'ajouter le souci déjà évoqué de conserver les situations acquises. Ainsi l'armée regroupe alors des cadres «sur le déclin», manquant de «vigueur», et des soldats «tous... voisins de l'enfance», manquant d'«expérience»[117], ce qui constitue «une grande cause de revers», Tocqueville ajoutant une autre donnée quasi aporétique: «La première condition pour bien conduire la guerre est d'être jeune; je n'aurais pas osé le dire, si le plus grand capitaine des temps modernes ne l'avait dit»[118].

Deux autres facteurs s'ajoutent pour expliquer la faiblesse relative d'une armée démocratique au début d'une guerre. L'un tient à une donnée déjà citée, à savoir le fait que la carrière militaire est peu recherchée: «Cette

112 DA (1840), 3e partie, 24/1.
113 DA (1840), 3e partie, 24/11.
114 DA (1840), 3e partie, 24/5.
115 DA (1840), 3e partie, 24/19.
116 DA (1840), 3e partie, 24/14.
117 DA (1840), 3e partie, 24/6.
118 DA (1840), 3e partie, 24/7.

défaveur publique est un poids très lourd qui pèse sur l'armée. Les âmes en sont comme pliées; et quant enfin la guerre arrive, elles ne sauraient reprendre en un moment leur élasticité et leur vigueur»[119]. Le second tient aux modalités même du jeu politique en démocratie: «Chez une nation où règne l'égalité des conditions, chaque citoyen ne prend... qu'une petite part au pouvoir politique, et souvent n'y prend point de part; d'un autre côté, tous sont indépendants et ont des biens à perdre». Dès lors, vu la crainte de la guerre, «il sera toujours très difficile de déterminer une population démocratique à prendre les armes quand la guerre sera portée sur son territoire»[120].

Tocqueville ne dit rien de la phase de guerre qui suivrait d'éventuels revers initiaux – laissant implicitement supposer qu'ils n'auront pas été décisifs – se bornant à une observation lapidaire: un peuple démocratique engagé en guerre «ne doit pas se laisser abattre par les revers, car les chances de son armée s'accroissent par la durée même de la guerre»[121].

2.2. Guerre longue: risque de passer à une société militaire

En revanche, à cette dernière situation, Tocqueville accorde plus d'importance, car peut s'y opérer une véritable conversion – qu'il juge révolutionnaire – de la société civile en société militaire: «La guerre, après avoir détruit toutes les industries, devient elle-même la grande et unique industrie.»[122] Un fragment non retenu du manuscrit résume bien le cas[123]:

> «A mesure que l'esprit militaire se réveille au bruit des armes, que de grands périls nationaux attirent vers l'armée tous les regards, que de grandes fortunes s'improvisent sur le champ de bataille, l'état militaire se relève dans l'estime des hommes et c'est vers lui que se dirige (*sic*) les ambitions les plus vastes et les plus hardies. Cette révolution est inévitable, mais elle ne saurait s'opérer en un moment; et il y a péril pour l'armée et pour l'Etat jusqu'à ce qu'elle soit accomplie.»

Joue alors entre les mœurs militaires et les mœurs civiles un «rapport caché que la guerre découvre»[124]. Celle-ci devient le lieu où se font de «grandes réputations et de grandes fortunes»[125], où ces «mêmes nations démocratiques... font quelquefois des choses prodigieuses, quand on est enfin parvenu à leur mettre les armes à la main»[126]. Enfin, «la guerre poussant rudement chacun à sa place, il finit toujours par se rencontrer de grands généraux»[127]. «Tandis que l'intérêt et les goûts écartent de la guerre les

119 DA (1840), 3e partie, 24/16.
120 DA (1840), 3e partie, 26/18.
121 DA (1840), 3e partie, 24/20.
122 DA (1840), 3e partie, 24/21.
123 N 2., p. 228, note c.
124 DA (1840), 3e partie, 24/24.
125 DA (1840), 3e partie, 24/22.
126 DA (1840), 3e partie, 24/21.
127 DA (1840), 3e partie, 24/23.

citoyens d'une démocratie, les habitudes de leur âme les préparent à la bien faire; ils deviennent aisément de bons soldats dès qu'on a pu les arracher à leurs affaires et à leur bien-être»[128]. On assiste ainsi à un transfert des ambitions et des passions du domaine civil au domaine militaire:

> «Les hommes des démocraties ont naturellement le désir passionné d'acquérir vite des biens qu'ils convoitent et d'en jouir aisément. La plupart d'entre eux adorent le hasard et craignent bien moins la mort que la peine... et ce même esprit, transporté par eux sur les champs de bataille, les porte à exposer volontiers leur vie pour s'assurer, en un moment, les prix de la victoire.»

Et Tocqueville d'ajouter: «Il n'y a pas de grandeurs qui satisfassent plus l'imagination d'un peuple démocratique que la grandeur militaire, grandeur brillante et soudaine qu'on obtient sans travail en ne risquant que sa vie»[129].

Dans l'armée se réalise le bouleversement, souhaité par nombre de ses soldats, des règles du temps de paix:

> «Une longue guerre produit sur une armée démocratique ce qu'une révolution produit sur le peuple lui-même. Elle... fait surgir tous les hommes extraordinaires. Les officiers dont l'âme et le corps ont vieilli dans la paix sont écartés, se retirent ou meurent. A leur place se presse une foule d'hommes jeunes que la guerre a déjà endurcis et dont elle a étendu et enflammé les désirs. Ceux-ci veulent grandir à tout prix et... sans cesse; après eux en viennent d'autres qui ont mêmes passions et mêmes désirs; et après ces autres-là, d'autres encore, sans trouver de limites que celles de l'armée.»[130]

Mais si cette conversion-révolution rend la nation démocratique capable d'accroître ses chances de vaincre, si elle fait que «la guerre entre dans l'hygiène d'un peuple démocratique qui, sans elle, pourrait s'aplatir indéfiniment» et que «la guerre... peut être bonne de temps en temps lorsqu'un peuple est fortement organisé démocratiquement et depuis longtemps»[131], elle a pourtant un revers: «La guerre... ne peut manquer d'accroître immensément les attributions du gouvernement civil»; la chose a déjà été dite, situation qui ouvre la voie au despotisme. Ainsi, autre formulation, selon un fragment non retenu, faire la guerre entraîne la création d'«un pouvoir central très énergique et presque tyrannique» à qui on permet «beaucoup d'actes de violence ou d'arbitraire»: ainsi se trouve mis «entre les mains de ce pouvoir la liberté de la nation, toujours mal garantie dans les démocraties, surtout les démocraties naissantes», ce qui requiert que «la guerre... doit donc être évitée avec grand soin pendant toute l'époque de transition»[132].

Sans s'attarder à réfléchir plus avant sur la nature de ce risque de

128 DA (1840), 3e partie, 24/26.
129 DA (1840), 3e partie, 24/25.
130 DA (1840), 3e partie, 24/23.
131 N 2., p. 224, note j.
132 N 2., p. 224, note j.

despotisme pour le moment, Tocqueville conclut qu'aux armées démocratiques, «la guerre... assure... des avantages que les autres armées n'ont jamais; et les avantages, bien que peu sensibles d'abord, ne peuvent manquer à la longue, de leur donner la victoire»[133].

Dans une note complémentaire[134], Tocqueville a encore imaginé une autre situation face à l'éventualité d'une guerre – «plus rare, mais qui, si elle apparaissait, serait bien plus à craindre» – celle d'une armée qui serait pour ainsi dire contaminée par les «mœurs nationales» pacifiques au point que celles-ci «deviendraient si antipathiques à l'esprit militaire que les armées elles-mêmes finiraient peut-être par aimer la paix en dépit de l'intérêt particulier qui les porte à désirer la guerre». Ainsi placée dans un climat de «mollesse universelle», cette armée, en cas de guerre, «prendrait les armes sans ardeur et en userait sans énergie» et «se laisserait mener à l'ennemi plutôt qu'elle n'y marcherait elle-même». Si elle se trouve ainsi dépourvue de la volonté de faire – bien – la guerre – cessant «d'être guerrière sans cesser d'être turbulente» – cette armée demeure pourtant porteuse de l'autre risque qui lui est inhérent, celui des révolutions, particulièrement militaires, qui entraînent «souvent de grands périls, mais non de longs travaux» en satisfaisant «l'ambition à moins de frais que la guerre». Cela constitue une autre forme de menace sur «la liberté et la tranquilité d'un peuple» venant d'une force armée «qui craint la guerre»: «ne cherchant plus sa grandeur et son influence sur les champs de bataille, elle veut les trouver ailleurs», «les hommes qui la composent» ayant perdu «les intérêts du citoyen sans acquérir les vertus du soldat»[135].

3. Scénarios de guerre

Reste à examiner les observations qu'on osera appeler «stratégiques» de Tocqueville sur les types de guerres à prévoir pour une nation démocratique. L'objectif de la guerre, essentiellement politique, Tocqueville le définit ainsi: «D'après le droit des gens adopté par les nations civilisées, les guerres n'ont pas pour but de s'approprier les biens des particuliers, mais seulement de s'emparer du pouvoir politique»[136]. A cette fin le modèle d'opérations est simple avec ses deux phases: grandes batailles initiales mettant en jeu les grandes armées, massives, que les peuples démocratiques sont capables de mettre sur pied et de concentrer, et course à la capitale du pays ennemi «afin de terminer la guerre d'un seul coup»[137].

133 DA (1840), 3e partie, 24/27.
134 Pl. 2, p. 860–861, note complémentaire au chap. 24; N 2., p. 285 renvoyant à la p. 227.
135 Dans ses notes, Tocqueville a recueilli l'analyse – datée du 17 mars 1837 – faite par Louis de Kergorlay sur l'état de dégradation de l'esprit de l'armée d'Afrique, dû pour une part aux effets multiples sur l'armée de la révolution de 1830 et de ses suites d'où une «mollesse... surprenante», d'autre part en raison de la «condition inférieure dans laquelle se trouve l'armée»: «La civilisation de l'armée est très inférieure à celle du pays»; Pl. 2, p. 1163–1164, variante a à p. 790; N 2., p. 220–221, note d.
136 DA (1840), 3e partie, 26/16.
137 DA (1840), 3e partie, 26/20.

Stratégie inventée par Napoléon? Non, répond Tocqueville: «La manière dont Napoléon a fait la guerre lui a été suggérée par l'état de la société de son temps et elle lui a réussi parce qu'elle était merveilleusement appropriée à cet état et qu'il la mettait pour la première fois en usage... C'est la ruine de la société féodale qui lui avait ouvert cette route»[138].

En fonction de cette stratégie élémentaire, deux scénarios: l'un, celui de la nation «riche et nombreuse», qui se montre capable d'acheminer «aisément toutes leurs forces disponibles sur le champ de bataille» et qui, victoires initiales aidant, devient «aisément conquérante»[139], scénario que Tocqueville ne développe pas; l'autre, plus détaillé, à raison du risque impliqué: «une fois qu'on l'a vaincue et qu'on pénètre sur son territoire, il lui reste peu de ressources, et, si l'on vient jusqu'à s'emparer de sa capitale, la nation est perdue». L'explication de cette situation tient à la structure d'émiettement de la société démocratique:

> «Chaque citoyen étant individuellement très isolé et très faible, nul ne peut ni se défendre soi-même, ni présenter à d'autres un point d'appui. Il n'y a de fort dans un pays démocratique que l'Etat; la force militaire de l'Etat étant détruite par la destruction de son armée et son pouvoir civil paralysé par la prise de la capitale, le reste ne forme plus qu'une multitude sans règle et sans force pour lutter contre la puissance organisée qui l'attaque»[140].

A pareil risque, en tenant compte que «la plus grande difficulté n'est pas de se défendre les armes à la main, mais de vouloir se défendre de cette manière»[141], Tocqueville cherche le remède du côté d'une organisation sociale et politique qui, si elle pourrait gêner la rapidité de la réaction, pourrait toutefois augmenter la capacité de résistance à une invasion: créer «des libertés et, par conséquent, des existences provinciales», c'est-à-dire une sorte de corps intermédiaires? Cela «peut rendre le péril moindre... mais le remède sera toujours insuffisant»[142, 143]. L'autre remède qui veut pallier la difficulté de «déterminer une population démocratique à prendre les armes quand la guerre sera portée sur son territoire», selon Tocqueville, est la nécessité «de donner à ces peuples des droits et un esprit politique qui suggère à chaque citoyen quelques-uns des intérêts qui font agir les nobles dans les aristocraties»[144], ce qui revient bien à conseiller l'établissement de structures intermédiaires, de plus inventées et pratiquées par les citoyens: «J'imagine rien de mieux préparé, en cas de revers, pour la

138 DA (1840), 3e partie, 26/21.
139 DA (1840), 3e partie, 26/14.
140 DA (1840), 3e partie, 26/14.
141 Passage biffé dans le manuscrit: N 2., p. 233.
142 DA (1840), 3e partie, 26/14.
143 Dans sa discussion, Tocqueville fait allusion au *Prince* de Machiavel, chapitre 4, dont il résume le thème: «Qu'il est bien plus difficile de subjuguer un peuple qui a pour chef un prince et des barons, qu'une nation qui est conduite par une prince et des esclaves», DA (1840), 3e partie, 26/11.
144 DA (1840), 3e partie, 26/18.

conquête qu'un peuple démocratique qui n'a pas d'institutions libres»[145], conclut Tocqueville ironiquement.

«Je n'ajouterai qu'un mot... car je crains de fatiguer la patience du lecteur»[146]: il s'agit, comme en annexe, du cas des guerres civiles qui, en situation démocratique, deviendront, elles aussi, «beaucoup plus rares et plus courtes». «Se lever en masse de soi-même et s'exposer volontairement aux misères de la guerre et surtout que la guerre civile entraîne, c'est un parti auquel l'homme des démocraties ne se résout point», parti que seuls prendraient les «citoyens les plus aventureux»[147]. Si pourtant un pareil soulèvement se produisait, il ne serait pas assuré de réussir, faute «d'influences anciennes bien établies», de chefs reconnus et de pouvoirs intermédiaires sur qui prendre appui contre un «pouvoir national»[148] démocratique, disposant de toutes les forces nécessaires: «le parti qui est assis sur le siège de la majorité» ne laisse aux «résistances particulières... pas même le temps de naître: il en écrase le germe»[149]. En conséquence, s'il y a volonté de «faire une révolution par les armes», la marche à suivre n'est pas celle de la guerre où «le parti qui représente l'Etat est presque toujours sûr de vaincre», mais «de s'emparer à l'improviste de la machine toute montée du gouvernement» par un «coup de main»[150]. Resterait le cas d'une guerre civile résultant d'une division dans l'armée: l'armée susceptible «de se suffire quelque temps à elle-même, la guerre pourrait être sanglante; mais... ne serait pas longue»: ou victoire initiale des révoltés ou le parti s'appuyant sur la «puissance organisée de l'Etat» l'emporterait[151].

4. Risque d'un despotisme militaire

Dans ce qui devint la 4e partie de *la Démocratie* de 1840, Tocqueville, qui veut y étudier «la facilité singulière à l'établissement du despotisme», offerte par l'«état social démocratique»[152], avait envisagé de traiter le cas du despotisme militaire moderne, dont la conception se serait située naturellement et logiquement dans le prolongement des observations faites sur les risques induits par la guerre et la présence nécessaire d'une armée démocratique[153]. Sur ce point, les notes préparatoires laissent voir que Tocqueville avait esquissé plusieurs notions qui auraient pu s'articuler dans une théorie sur ce thème comme forme singulière possible, anticipée,

145 DA (1840), 3e partie, 26/19.
146 DA (1840), 3e partie, 26/22.
147 DA (1840), 3e partie, 26/23.
148 DA (1840), 3e partie, 26/24.
149 DA (1840), 3e partie, 26/25.
150 DA (1840), 3e partie, 26/26.
151 DA (1840), 3e partie, 26/27.
152 DA (1840), 4e partie, chap. 6 (Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre). Pl. 2, p. 834; N 2., p. 263.
153 Comme le note J.-Cl. Lamberti, *Tocqueville et les deux démocraties.* Paris, P.U.F., 1983 («Sociologies»), p. 287: «L'étude des notes préparatoires montre que Tocqueville a lié pendant fort longtemps son idée du despotisme moderne au despotisme militaire.»

du despotisme démocratique – «irruption d'un type de domination inédit»[154]. De la nature de ce despotisme militaire qu'il entend distinguer de «l'idée ancienne du despotisme militaire», «despotisme désordonné de la soldatesque»[155], Tocqueville envisage les origines dans la relation réciproque qui s'établit entre la guerre et la centralisation dans le développement de la démocratie moderne. Considérant que la guerre peut être une de ces «causes particulières et accidentelles qui achèvent de porter un peuple démocratique à centraliser le pouvoir»[156], Tocqueville a noté – et retenu dans le texte publié en 1840 – une donnée déjà connue: «Je ne nie point qu'une force sociale centralisée ne soit en état d'exécuter aisément, dans un temps donné et sur un point déterminé de grandes entreprises. Cela est surtout vrai dans la guerre»[157] dans laquelle

> «principalement... les peuples sentent le désir et souvent le besoin d'augmenter les prérogatives du pouvoir central... Ainsi, la tendance démocratique qui porte les hommes à multiplier sans cesse les privilèges de l'Etat et à restreindre les droits des particuliers est bien plus rapide et continue chez les peuples démocratiques sujets de par leurs positions à de grandes et fréquentes guerres, et dont l'existence peut souvent être mise en péril, que chez les autres»[158].

Dans cette ligne, il entend reprendre l'idée déjà exprimée de la guerre menace majeure pesant sur la liberté, si l'on en croit un fragment esquissant un ordre d'idées des chapitres finaux de l'œuvre: «Le gouvernement étant ainsi maître de tout, il ne lui faut pour détruire l'ombre même de la liberté que *la guerre:* 1. facilité qu'il trouve encore dans l'état démocratique pour cela; 2. le moyen qui fondera le despotisme.»[159]

Despotisme militaire moderne, «despotisme réglé où tout se passe avec autant d'ordre et de minutie et de tyrannie que dans une caserne», distinct donc des despotismes militaires passés:

> «Il y a... une notion nouvelle à montrer. C'est le despotisme militaire succédant à *la révolution et à l'anarchie démocratique,* s'établissant dans un temps où tout a été bouleversé et où rien n'est encore rassis sur les positions, les habitudes, les idées, les goûts, où tout est en question, où les limites du juste et de l'injuste sont abolies, où celle-même de l'usage et de la coutume n'existe plus, où l'on s'est habitué à toutes choses, où l'on s'attend d'avance à toutes choses, où rien n'est absolument imprévu et tout possible»

154 Claude Lefort, «Réversibilité...», o.c., p. 199.
155 N 2., p. 264, note d.
156 DA (1840), 4e partie, chapitre 4: titre.
157 DA (1840), 4e partie, chap. 4, Pl. 2, p. 819; N 2., p. 249.
158 L'idée de «grandes et fréquentes guerres» peut apparaître contradictoire avec la thèse selon laquelle les guerres deviendront rares en démocratie: contradiction apparente, car Tocqueville raisonne en situant les guerres devenant rares dans la phase où la démocratie a dépassé le stade transitoire de sa formation après une grande révolution, stade de transition dans lequel les guerres pourraient être «grandes et fréquentes».
159 N 2., p. 238, note a sur l'introduction de DA (1840), 4e partie.

aboutissant à constituer une

> «société nouvelle, régulière, paisible, régentée avec art et uniformité, mélange du collège, du séminaire, du régiment, endormie plutôt qu'enchaînée dans les bras des commis et des soldats, tyrannie bureaucratique, écrivassière, fort comprimante de tout élan, détruisant la volonté des grandes choses en germe, mais douce et régulière, égale pour tous. Une sorte de paternité sans vue de faire parvenir les enfants à l'âge viril»[160].

Se pose alors la question de savoir «comment cette espèce de servitude réglée peut se conduire avec l'oligarchie militaire»[161], c'est-à-dire de savoir comment la guerre fait «naître et cimente l'union du commis et du soldat»[162]. Une note complémentaire[163] donne un élément de réponse:

> «Je suis convaincu que dans ce cas il se ferait une sorte de fusion entre les habitudes du commis et du soldat. L'administration prendrait quelque chose de l'esprit militaire et le militaire quelques usages de l'administration civile. Le résultat de ceci serait un commandement régulier, clair, net, absolu: le peuple devenue une image de l'armée; et la société tenue comme une caserne.»

Comme le remarque J.-Cl. Lamberti, finalement Tocqueville «a renoncé à mêler les traits militaires aux traits civils dans son épure du nouveau despotisme. Et par ce dernier effort d'abstraction, il a achevé d'isoler son modèle de despotisme des images héritées du despotisme révolutionnaire et impérial»[164].

Mesure d'un péril pour la démocratie

En conclusion de cette étude où l'on a voulu avant tout donner à lire Tocqueville – est-il si lu? – on ne peut que constater qu'on n'a pas affaire à une théorie de la guerre, mais bien aux résultats – sur le problème guerre–démocratie – d'un travail approfondi de réflexion d'un homme préoccupé essentiellement des conditions du développement d'une démocratie authentique et de tous les risques et dérives qui peuvent en menacer le cours. On peut y observer, comme en action, un Tocqueville – comme l'écrit Françoise Mélonio[165] – «moins soucieux d'éviter les contradictions qu'acharné à découvrir les multiples faces d'une question à travers d'interminables réécritures, oscillant entre des hypothèses concurrentes et progressant dans la réflexion sans effacer les problématiques les plus anciennes». A suivre ainsi Tocqueville, qui parfois surprend sinon déroute, on ne peut manquer d'être sensible, là comme ailleurs, aux signes de cette constante inquiétude, à la mesure de chaque «péril», observé ou anticipé,

160 N 2., p. 264, note d, datée du 7 mars 1838.
161 Pl. 2, p. 1178, variante a à p. 840.
162 N 2., p. 223, note j.
163 Pl. 2, p. 862 renvoyant à p. 835; N 2., p. 285–286 renvoyant à p. 264.
164 J.-Cl. Lamberti, o.c., p. 287.
165 Françoise Melonio, *Tocqueville et les Français.* Paris, Aubier, 1993, p. 96.

de la sauvegarde, à ménager sans cesse, de la liberté, toujours précaire en démocratie, et de la recherche tenace, à cette fin, d'éléments de solutions qui, dans une société travaillée par l'égalisation des conditions et les désirs et passions qu'elle suscite, s'appuient sur l'éducation du citoyen à cette liberté, à la pratique des droits qu'elle permet et à l'invention d'institutions favorisant son exercice plein. Ainsi pourrait se trouver, en l'occurrence contré le risque majeur dû à la présence d'une armée démocratique par nature turbulente et, si guerre il doit y avoir – «accident» inévitable – pourrait exister une capacité de résistance qui, à la longue, pourrait conduire à la victoire, non sans pourtant que la société démocratique soit menacée d'être dangereusement transformée.

Au moment de quitter ces textes, on ne peut manquer encore d'observer au travers de cette sorte de casuistique de la guerre et de la paix la part majeure faite à la vision «morale» des hommes et des choses qui emprunte souvent à la démarche et au style de la morale classique tout en donnant ici ou là dans le mode d'écriture des physiologies du temps – qu'on pense aux figures de chacune des «classes» de l'armée. Vision morale liée à une conception pessimiste de l'homme – de l'homme démocratique – qui, sous une apparente froideur distante, laisse se faire jour une sorte de jeu tragique, en guerre mais aussi en paix, de la vie et de la mort. Pour ceux-ci, en effet, la mise en jeu de la vie, dans l'optique de Tocqueville, importe moins que tout ce que peuvent apporter – de médiocre pourtant – l'ambition et le «désir passionné d'acquérir vite les biens qu'ils convoitent et d'en jouir aisément»: «la plupart d'entre eux adorent le hasard et craignent bien moins la mort que la peine»[166]. Ce qui fait de la mort, en guerre comme en paix, une sorte de maître du jeu, au moins un facteur de changement social; de la mort qui «se charge de fournir à toutes les ambitions les chances,... ouvre sans cesse les rangs, vide les places, ferme la carrière et l'ouvre»[167]. On ne peut manquer non plus d'observer, à côté de représentations qui renvoient à des réalités du temps – en en restant certes aux seuls principes de l'organisation militaire et à une explication relativement simple de la dynamique interne et des psychologies sociales en jeu dans l'institution, combien ces pages, d'une part, comptent toute une part d'anticipation, d'imaginaire – qu'on pense à l'usage du futur qui présage et alerte – orientée vers un avenir de la démocratie lourd de possibles, et qui demeure imprécisément situé, de par l'affrontement de la démocratie à l'«épreuve de l'interminable»[168]; combien, aussi, ces pages sont habitées par toute la mémoire des guerres révolutionnaires et impériales.

Il ressort ainsi de ces textes une image ambiguë de la guerre en temps démocratiques: guerre dangereuse parce que pouvant être fréquente et

166 DA (1840), 3e partie, 24/25.
167 DA (1840), 3e partie, 24/23.
168 Claude Lefort, «Tocqueville: Démocratie et art d'écrire», o.c., p. 56, qui fait état aussi, p. 72, à ce propos, de la notion de «l'indétermination de l'Histoire».

entraîner dérive vers la centralisation voire le despotisme – militaire ou non – dans «toute l'époque de transition»; supposée devenir rare «lorsqu'un peuple est fortement organisé démocratiquement et depuis longtemps»; constituant une menace majeure pour la liberté – «le plus sûr et le plus court moyen» de parvenir «à détruire la liberté dans le sein d'une nation démocratique»[169]; mais aussi guerre qui «entre dans l'hygiène d'un peuple démocratique qui, sans elle, pourrait s'aplatir indéfiniment» – risquant cette apathie que Tocqueville craint tant, parce qu'elle aussi lourde d'un risque de dérive vers le despotisme; guerre «qui peut être bonne de temps en temps dans une situation de démocratie établie», en contribuant à y «arrêter le développement excessif de certains penchants» ou à y guérir «certaines maladies invétérées»[170], naissant du jeu de l'égalité.

Outre nombre de questions qui restent ainsi ouvertes, la théorie de Tocqueville postule, avec toutes ses conséquences dommageables et la difficulté à les contrer, une situation de conflit inévitable, permanente, latente ou ouverte, selon le tempérament qu'il appartiendra aux citoyens, en fonction de leur degré de «civilisation», de lui apporter. Situation de conflit susceptible de varier aussi selon que l'armée d'une démocratie, tout lieu d'agitation qu'elle demeure, peut se trouver plus ou moins valablement imprégnée par l'esprit et les mœurs de la société démocratique, sans pour autant qu'elle perde de sa capacité combative en temps de la guerre, selon que la société démocratique sera capable d'être un lieu d'éducation et d'exercice raisonné et lucide de la liberté et d'inventer des institutions et des pratiques sociales tendant à neutraliser les passions et leurs dérives naissant de l'égalité des conditions: «Ayez des citoyens éclairés, réglés, fermes et libres et vous aurez des soldats disciplinés et obéissants.»[171]

169 DA (1840), 3e partie, 22/36.
170 DA (1840), 3e partie, 22/30.
171 DA (1840), 3e partie, 22/42.